Les réactions aux accords de la COP28

Partage international n° 425 – Février 2024

Lors du sommet sur le climat de la COP28, le 13 décembre 2023, les représentants de près de 200 pays se sont mis d'accord pour commencer à réduire la consommation mondiale de combustibles fossiles. Les appels à l'abandon progressif – soutenus par l'UE et plus d'une centaine de pays – avaient été lancés par plusieurs États pétroliers. Au lieu de cela, la COP28 a débouché sur un accord plus ambigu qui prévoit une *« transition vers l'abandon des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques, de manière juste, ordonnée et équitable […] afin de parvenir à une consommation nette nulle d'ici à 2050, conformément aux données scientifiques ».*

Près de 200 pays ont également convenu d'adopter une série de mesures, dont l'augmentation de la production d'énergie propre, afin d'éviter les pires effets du changement climatique. L'accord sur l'abandon des combustibles fossiles a été conclu aux Émirats arabes unis, l'un des plus grands producteurs de pétrole au monde. Le président de la COP28, Sultan Al Jaber, qui dirige également la compagnie pétrolière nationale des Émirats arabes unis, a fait l'objet de critiques virulentes pour son conflit d'intérêts.

La mention des *« combustibles fossiles »* dans l'accord final de la COP28 marque un moment qui pourrait changer la trajectoire de la lutte contre le changement climatique. Toutefois, le texte n'est pas aussi clair que l'espéraient de nombreux dirigeants, militants et scientifiques. Il comporte des mises en garde, des marges de manœuvre et n'est pas contraignant. Néanmoins, la présence d'une formulation explicite appelant à l'abandon du charbon, du pétrole et du gaz est saluée comme une avancée majeure.

Des fonctionnaires, des militants et des scientifiques du monde entier ont réagi à la déclaration finale de la COP28.

« Le test critique est maintenant de savoir si les pays en développement bénéficieront de plus de moyens financiers pour rendre possible la transition énergétique. » – Ani Dasgupta, président du *World Resources Institute* (Institut des ressources mondiales).

« Nous avons progressé vers le statu quo, *alors que ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'un changement exponentiel dans nos actions. »* – Anne Rasmussen, représentante des Samoa, au nom de l'Alliance des petits États insulaires.

« Il s'agit d'une étape historique sur la voie de la transition vers l'abandon des combustibles fossiles, une évolution qui semblait pratiquement impossible il y a encore deux ans. Mais nous devons garder à l'esprit qu'il s'agit là du strict minimum. » – Sir David King, fondateur et président du *Climate Crisis Advisory Group* (Groupe de conseillers sur la crise climatique).

D'éminents défenseurs du climat ont également exprimé leurs avis, affirmant clairement leur position : Greta Thunberg a déclaré à Reuters devant le parlement suédois, lors d'une manifestation en faveur de la justice climatique :
« Ce texte est édenté et il est loin d'être suffisant pour nous maintenir dans la limite de 1,5°C. C'est un coup de poignard dans le dos des plus vulnérables. »

Vanessa Nakate, militante ougandaise pour la justice climatique, souligne que les carburants de transition et la *« technologie de conte de fées comme la capture et le stockage du carbone »* aboutit à un accord *« désespérément faible qui laisse une fois de plus le Sud mondial sans le financement climatique dont il a besoin ».*

Les représentants des communautés autochtones et des groupes environnementaux de la société civile ont déclaré que l'accord ne garantit pas la justice climatique pour les pays en développement. Il manque une formulation pour garantir que les nations riches mettent rapidement fin à leur dépendance aux combustibles fossiles, et les groupes ont souligné que les projets pétroliers et gaziers prévus dans une poignée de pays riches et développés sont suffisants pour *« faire échouer l'objectif de 1,5°C ».*

Le chef de la délégation des Iles Marshall, John Silk, a qualifié le résultat de malhonnête. Il a déclaré : *« Je suis venu de mes îles natales pour travailler avec vous à la résolution du plus grand défi de nos*

générations, pour construire ensemble un canoë pour mon pays […]. Nous avons construit un canoë dont la coque est faible et n'est pas étanche. Pourtant, nous devons le mettre à l'eau parce que nous n'avons pas d'autre choix […]. C'est un petit pas dans la bonne direction dans ce processus, un bon signal. Mais dans le contexte du monde réel, où les températures augmentent et où les gens meurent, ce n'est pas suffisant. Alors que nous naviguons ensemble sur ce canoë qui prend l'eau, acceptons de colmater les brèches afin de maintenir le canoë à flot pour le bien de tous, en particulier des plus vulnérables. »

Date des faits : 13 décembre 2023
Sources : NYTimes.com ; reuters.com
Thématiques : environnement
Rubrique : S.O.P. — Sauvons notre planète